MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE Union - Discipline - Travail

AGENCE JUDICIAIRE DE L'ETAT Tél: 20.25.38.15/67.67.11.71/43.40.04.02 Email: agencejudiciairedutresorci@gmail.com

Abidjan, le

L'Agent Judiciaire de l'Etat

0 19 2 5/MFB/CAB/AJE-1/dko

Dossier: DEJ/220/2023/DKO

Affaire: Groupe de travail III de la CNUDCI

PJ: (00)

# NOTE A L'ATTENTION DE SON EXCELLENCE, MONSIEUR L'AMBASSADEUR DE COTE D'IVOIRE A VIENNE

# CANDIDATURE DE LA COTE D'IVOIRE POUR LE CENTRE CONSULTATIF SUR LE REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS A DES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

OBJET	Arguments en faveur de la Côte d'Ivoire pour accueillir le siège du Centre Consultatif de Règlement des Différends de la CNUDCI ou le Bureau Régional Afrique.
SITUATION GENERALE DE LA COTE D'IVOIRE	La Côte d'Ivoire, pays de l'Afrique de l'Ouest qui a acquis son indépendance le 7 août 1960 est dirigé depuis 2011, par Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA.
	Depuis cette date, les autorités ivoiriennes ont toujours œuvré pour faire de la Côte d'Ivoire la plaque tournante du monde des affaires en Afrique et dans le monde.
	I. <u>Situation sécuritaire de la Côte d'Ivoire</u>
	La situation sécuritaire générale de la Côte d'Ivoire est jugée stable par le Conseil National de Sécurité.
	En effet, l'indice de sécurité a favorablement évolué, passant de 6,8 en 2011 à 1,2 en 2025, grâce aux opérations de sécurisation, menées par les Forces de Défense et de Sécurité de Côte d'Ivoire.

 Avenue Marchand, Rue Lecoeur Immeuble SCIAM 19 Etage • BP V 163 Abidjan

• Fax: (225) 20 30 25 28 • Tel: (225) 20 30 25 26

• Site Web: www.finances.gouv.ci



Ce bilan traduit ainsi la stabilité, la paix et la quiétude, rendant ainsi favorable l'environnement des affaires en Côte d'Ivoire.

# II. <u>Situation de l'environnement des affaires en Côte</u> d'Ivoire

Depuis la crise post-électorale de 2011, l'environnement des affaires en Côte d'Ivoire a connu une transformation significative.

Pour parvenir à ces résultats, le Gouvernement ivoirien a bâti sa stratégie autour des réformes économiques et sectorielles et des Plans Nationaux de Développement (PND 2012-2015; 2016-2020 et 2021-2025), dont l'un des axes majeurs est la mise en œuvre d'une politique d'attraction des investissements privés nationaux et étrangers et une contribution majeure du secteur privé, dotant la Côte d'Ivoire d'un environnement des affaires très compétitif.

Ainsi, en 2023, ces réformes ambitieuses et l'engagement du Gouvernement ivoirien dont les efforts ont été reconnus internationalement, avec des distinctions telles que le premier rang africain en gouvernance et démocratie selon le Mécanisme Africain d'Évaluation des Pairs (MAEP) en 2022, ont amélioré considérablement le climat des affaires, attirant des investissements significatifs et positionnant la Côte d'Ivoire comme un modèle de croissance économique et de gouvernance en Afrique et dans le monde.

# III. Législation

L'Etat de Côte d'Ivoire dispose d'un Code d'Investissement qui prend en compte le Règlement des Différends entre Investisseurs et Etat (ordonnance n°2019-1088 du 18 décembre 2019 modifiant l'ordonnance 2018-646 du 1<sup>er</sup> aout 2018 portant Code des investissements).

### IV. Au niveau de l'accessibilité de la Côte d'Ivoire

Etant l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire présente depuis des années, un développement socio-économique soutenu qui fait affluer les investisseurs.

• Tel: (225) 20 30 25 26 • Fax: (225) 20 30 25 28

• Site Web: www.finances.gouv.ci



<sup>·</sup> Avenue Marchand, Rue Lecoeur

Immeuble SCIAM 19<sup>ème</sup> Etage
BP V 163 Abidian

🌑 République de Côte d'Ivoire 🏽 République de Côte d'Ivoire REPRODUCTION INTERDITE

En effet, pour faciliter la venue des investisseurs, la Côte d'Ivoire dispose d'infrastructures de grandes qualités notamment dans le secteur des transports.

On peut citer l'aéroport international possédant les infrastructures nécessaires pour accueillir tous types d'avions et desservi par de nombreuses compagnies internationales (Africaines, Européennes et Asiatiques). Il s'agit de l'aéroport international Félix Houphouët Boigny situé à Abidjan dans la commune de Port-Bouët, dont les travaux d'extension et de modernisation prévus pour débuter en 2026, vont accroitre la connectivité du pays.

A cela, s'ajoutent les aéroports à l'intérieur du pays, répondant aux standards internationaux qui sont situés à San-Pedro, Yamoussoukro, Bouaké, Odienné, Korhogo et Man.

La compagnie nationale Air Côte d'Ivoire assure des liaisons régionales vers plusieurs capitales africaines, domestiques vers plusieurs villes de l'intérieur du pays.

Le 4 septembre 2025, elle a acquis son premier avion longcourrier, un Airbus A330neo qui lui permettra de se lancer dans les vols long-courriers, dont la première liaison débutera le 15 octobre 2025 prochain, par l'ouverture effective de la ligne Abidjan-Paris-Abidjan.

En outre, la Côte d'Ivoire est en chantier dans le domaine des infrastructures routières.

En effet, partout, de nombreuses routes sont construites ou réhabilitées pour relier les localités entre elles.

Le réseau routier ivoirien compte 82.000 km dont 8.505 km revêtus et 400 km d'autoroutes.

La construction de ce réseau routier apporte le confort et la sécurité aux citoyens et la croissance économique au pays.

#### Au niveau institutionnel V.

La Côte d'Ivoire abrite les sièges de nombreuses institutions internationales, régionales et sous régionales notamment la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) qui est l'institution

• Tel: (225) 20 30 25 26 • Fax: (225) 20 30 25 28

· Site Web: www.finances.gouv.ci



Avenue Marchand, Rue Lecoeur

Immeuble SCIAM 19ème Etage • BP V 163 Abidjan

juridictionnelle de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), chargé du règlement des litiges dans le monde des affaires afin d'y assurer la sécurité juridique.

On note la présence, à Abidjan, du siège de la Banque Africaine de Développement (BAD), qui abrite la Facilité Africaine de Soutien Juridique dite ALSF, ainsi que le Tribunal de Commerce et la Cour d'Appel de Commerce.

L'Etat de Côte d'Ivoire offre des garanties suffisantes pour prétendre abriter le siège du Centre Consultatif de Règlement des Différends de la CNUDCI ou le Bureau Régional Afrique et saisit ainsi, l'opportunité d'attirer le grand d'investisseurs.

A cet effet, il offre un site dans la capitale politique Yamoussoukro, pour abriter soit le siège du Centre ou le Bureau Régional Afrique.

Ce site consiste en deux terrains urbains non bâtis de 7.299 mètres carrés d'une valeur marchande de cent quarante-cinq millions neuf cent quatre-vingt mille (145.980.000) francs CFA pour le siège du Centre ou de 4.160 mètres carrés d'une valeur marchande de soixante-deux millions quatre-cent mille (62.400. 000) francs CFA pour le Bureau Régional Afrique.

La construction et l'équipement du siège sont estimés à la somme de quinze milliards (15.000.000.000) de francs CFA, quand ceux du Bureau Régional sont évalués à la somme de dix milliards (10.000.000.000) de francs CFA



Avenue Marchand, Rue Lecoeur

Immeuble SCIAM 19<sup>ème</sup> Etage
BP V 163 Abidjan